

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Le Foyer Rémois
8 rue Lanson
51100 REIMS

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE SERVICES

Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Le Foyer Rémois (51), Jean-Loup ZAJAC, 8 rue Lanson, 51100 REIMS, FRANCE. Tel : +33 326843626. E-mail : jl.zajac@foyer-remois.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <http://www.foyer-remois.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur

Logement et développement collectif.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : **Non**

Description du marché

Objet du marché

Marché de maîtrise d'oeuvre pour la construction de logements sociaux au 228/230 boulevard Charles Arnould à REIMS (Marne)

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

71000000

Caractéristiques principales

Le marché a pour objet de confier au titulaire, la mission de maîtrise d'oeuvre concernant la démolition des immeubles existants et la construction de logements locatifs sociaux.

Type de marché

Services : Services d'architecture ; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère ; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques

Type de procédure

Procédure adaptée

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Contenu de la mission envisagée : ESQ / AVP / AU / PRO / ACT / VISA / DET / AOR / GPA
Enveloppe prévisionnelle des travaux : - Démolition : 80 000,00 EUR HT / - Construction : 1 300,00 EUR HT/m² de surface habitable / - VRD : 85,00 EUR HT/m² de terrain

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : **Non**

Des variantes seront prises en considération : **Non**

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

L'avis implique un marché public.

Division en lots : Oui

Il convient de soumettre des offres pour : un ou plusieurs lots .

Durée du marché ou délai d'exécution

Durée en mois : 40 (à compter de la date de notification du marché).

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Mardi 09 juin 2020 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 90 (à compter de la date limite de réception des offres).

Conditions relatives au marché

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- 1: Valeur de l'offre 60%
- 2: Note technique 40%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

FR-20-18

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

Les candidats transmettent par voie électronique leur candidature et leur offre, via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>. Tout

pli papier sera refusé.

Date limite d'obtention : mardi 09 juin 2020 - 12:00

Renseignements complémentaires :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE), dématérialisé, est téléchargeable sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>.

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal de Grande Instance de Lille 13, avenue du Peuple Belge 59000 LILLE FRANCE.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal de Grande Instance de Lille 13, avenue du Peuple Belge 59000 LILLE FRANCE.

Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :

LE FOYER REMOIS 8, rue Lanson , à l'attention de Jean-Loup ZAJAC , 51100 REIMS, FRANCE. Tél. +33 326843626. E-mail : jl.zajac@foyer-remois.fr. URL : <http://www.foyer-remois.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :

LE FOYER REMOIS 8, rue Lanson , à l'attention de Gilles DARTOIS , 51100 REIMS, FRANCE. Tél. +33 326844602. E-mail : g.dartois@foyer-remois.fr. URL : <http://www.foyer-remois.fr>.

Informations sur les lots

LOT N° 1 : Maître d'œuvre démolition

Description succincte :

Maître d'œuvre démolition pour la construction de logements sociaux au 228/230 boulevard Charles Arnould à REIMS (Marne)

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

71000000

LOT N° 2 : Maître d'œuvre conception

Description succincte :

Maître d'œuvre conception pour la construction de logements sociaux au 228/230 boulevard Charles Arnould à REIMS (Marne)

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

71000000

Informations complémentaires sur les lots :

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE):

- PSE 1 : Etudes de conception parallèles RT2012 -10% et -20% ;
- PSE 2 : Etudes de conception parallèles RT2012 -30% et -40%.

LOT N° 3 : Maître d'œuvre exécution

Description succincte :

Maître d'œuvre exécution pour la construction de logements sociaux au 228/230 boulevard Charles Arnould à REIMS (Marne)

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

71000000

Date d'envoi du présent avis

07 mai 2020